

Working Group IX

Working document 05

Groupe de travail IX « Simplification »

OBJET : **Simplification des procédures**
 - propositions de M. Gabriel Cisneros

Les membres du groupe trouveront ci-joint la version française des propositions de M. Gabriel Cisneros en ce qui concerne le contrôle des compétences d'exécution et les procédures de comitologie.

Le document CONV 271/02 soulève la question de l'adoption de normes d'exécution et la nécessité d'une réflexion sur les mécanismes de contrôle des compétences d'exécution conférées à la Commission, ainsi que l'éventuelle révision du système actuel de la "comitologie".

1. L'application du droit communautaire et les mécanismes de contrôle des compétences d'exécution conférées à la Commission.

Selon le système actuel du Traité, l'application du droit communautaire incombe aux Etats membres. L'article 10 du Traité CE le stipule clairement quand il établit que les Etats membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du Traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Cette application est menée sous le contrôle de la Commission en sa qualité de gardienne des Traités et, en dernier recours, de la Cour de justice.

L'article 202 du Traité CE permet que dans des cas déterminés, le Conseil confère à la Commission des compétences d'exécution déterminées ou se réserve l'exercice direct desdites compétences.

Le Traité confère donc ces compétences au Conseil, non tant en sa qualité d'organe législative mais en tant qu'institution au sein de laquelle les Etats membres sont directement représentés en qualité de responsables de l'application du droit communautaire. C'est pour la même raison que les comités qui assistent la Commission pour l'exercice de ces compétences, sont composés de représentants des Etats membres qui exercent un contrôle par le biais de leur présence au sein de ceux-ci et en définitive, par le biais du Conseil en tant qu'institution où ils sont directement représentés, sur les décisions d'exécution que la Commission adopte et dont ils ont été partiellement privés au bénéfice de cette dernière.

Ce sont donc les Etats membres et non pas l'organe législatif qui, par le biais de leur participation aux Comités et au Conseil, contrôlent l'exercice de ces compétences. Par conséquent, le Traité n'envisage pas cette approche dans les procédures législatives et ne confère pas de compétences à cet égard au Parlement européen.

Cela n'a donc pas de sens d'envisager de faire une distinction entre compétences législatives et compétences d'exécution visant éventuellement la définition des procédures ou l'attribution aux institutions de compétences à caractère général dans l'un ou l'autre cas. Il ne s'agit pas de déterminer "qui approuve les normes d'exécution", ni d'établir un contrôle du législateur sur l'exécution du droit communautaire. Contrôler l'exécution des lois n'est pas une fonction propre au pouvoir législatif

puisque celle-ci incombe à la Cour de justice, après l'action pré-contentieuse que l'article 226 du Traité confère à la Commission.

2. La réforme des procédures de la "comitologie".

La révision du système de la "comitologie", afin de corriger sa complexité et son opacité ou de créer de nouveaux mécanismes de contrôle du législateur, y compris du Parlement européen, sur l'activité d'exécution de la Commission a toujours constitué une question qui a suscité un débat permanent.

Cependant, toute approche de réforme des procédures de la "comitologie" doit précisément tenir compte du débat qui a eu lieu avant l'approbation de l'actuelle décision "comitologie" qui ne date que de 1999.

Cette décision n'a pas encore pu être appliquée dans toute son ampleur car la totalité des Règlements d'adaptation au nouveau système des Comités n'a pas encore été approuvée.

L'on pourrait donc se poser la question de savoir si le moment est propice pour impulser une nouvelle réforme alors que la précédente qui est le fruit d'un débat intense, n'a pas encore commencé à fonctionner dans la pratique et que l'on ne dispose donc pas encore de l'expérience nécessaire pour pouvoir évaluer son fonctionnement.

Il convient de rappeler que la décision a non seulement simplifié les procédures en diminuant le nombre de variantes mais qu'elle a aussi élargi la participation du Parlement et l'obligation de lui remettre des informations sur de nombreux aspects des travaux des Comités.

Il faudrait donc envisager aussi la possibilité de maintenir le système actuel pour disposer d'un certain temps pour procéder à l'évaluation de ses résultats.
